

CONJONCTURE

LETTRE N°81
NOVEMBRE 1998

SOMMAIRE

DEBAT

EVENEMENTS

EVOLUTION DE

L'INVESTISSEMENT

BAISSE PREOCCUPANTE3

RALENTISSEMENT DE

L'INVESTISSEMENT ET PORTEE

DES REFORMES5

DYNAMIQUE DE

L'INVESTISSEMENT

LA NECESSITE DE LA RELANCE 11

LES PERSPECTIVES DE

L'INVESTISSEMENT EN RELATION

AVEC LA DEMANDE13

POINT DE CONJONCTURE

LE MYTHE DU MARCHÉ

OU LE RETOUR DE L'ETAT7

TABLEAU DE BORD MENSUEL

EVOLUTION DES ACTIVITES

ENERGETIQUES ET MINIERES

TENDANCES DE LA PRODUCTION

INDUSTRIELLE

EVOLUTION DES ACTIVITES DU

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

INDICATEURS DU SECTEUR DU

TOURISME

LETTRE MENSUELLE économique et
sociale éditée par le Centre Marocain de
Conjoncture

FONDATEURS : Fondation ONA
Banque Commerciale du Maroc

PARTENAIRES : O D E P • O N P T
• R A M • O N E P • Groupe AFRIQUA

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION:
Habib EL MALKI

COMITE SCIENTIFIQUE:
• Abdelatif BOUMOU • Habib EL MALKI
• Larabi JAIDI • Ahmed LAABOU DI
• Nezha LAHRECH • Abdelatif MAZOUZ
• Mohamed TAHAOUI

EDITO DEBAT

Non seulement le danger de l'inflation est conjuré mais les crises qui secouent l'Asie, la Russie et l'Amérique Latine propagent des tensions déflationnistes et révèlent les effets négatifs de l'intégration financière. Les convictions libérales sont ébranlées et plusieurs voix s'élèvent pour poser la question de l'avenir du libéralisme dans le monde et faire des propositions qui échappent aux préceptes ultra libéraux. L'absence de gouvernance mondiale est décriée ; d'aucuns déclarent la nécessité d'un conseil de sécurité économique, d'autres l'impératif d'un nouveau Bretton Woods. Mais le dénominateur commun est que le contrôle et la régulation sont réhabilités et la liberté est à ordonner et à organiser.

Il s'agit de rendre la circulation des capitaux moins déstabilisatrice sans toutefois remettre en cause son principe qui semble être irréversible. La crise n'a pas suscité de spéculations contre les monnaies européennes et ainsi grâce à l'Union Economique et Monétaire, l'Europe pense détenir les moyens de cette régulation mondiale défaillante en affirmant, notamment, la prééminence du politique sur le financier. Nombreux sont ceux qui mettent en avant l'opportunité d'une politique expansionniste en Europe et la coordination des politiques économi-

ques en vue de la croissance et de l'emploi.

La proximité des inspirations doctrinales de treize gouvernements sur quinze et la crise financière qui fait craindre le ralentissement d'une croissance, à peine retrouvée, militent en faveur de ces nouvelles orientations, une synthèse entre le laisser faire et un nouvel ordre plus structurant. Pour les pays émergents ou en développement on admet que la libération des capitaux et la convertibilité des monnaies doivent être adaptées à leurs niveaux de développement respectifs. Les préceptes et la conditionnalité du FMI sont remis en cause. La Malaisie a donné une réponse en réinstaurant le contrôle de changes et la parité fixe pour sa monnaie. Le Maroc n'est pas confronté aux mêmes urgences. Les exigences du programme d'ajustement structurel avaient présidé à une politique de stabilisation macro-économique appelant des politiques restrictives. Aujourd'hui, l'exigence de la lutte contre le chômage et la pauvreté devrait donner naissance à des politiques résolument expansionnistes pour combler le déficit d'investissement public. Une telle proposition permet d'ouvrir le débat sur le discours et les pratiques économiques.

DEPOT LEGAL : 1990-74 - ISSN : 0851-8076

59, RUE MOUFTAKAR ABDELKADER - CASABLANCA - MAROC - TEL. : 22.40.56 / 57 / 83 - FAX : 29.41.21 E.MAIL : cmc@techno.net.ma
INTERNET : www.techno.net.ma/cmc

EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT

L'une des approches pour étudier l'investissement national consiste à faire ressortir la contribution de chacun des trois grands opérateurs - les Administrations Publiques, le secteur productif interne et l'extérieur à la FBCF. De ce point de vue, il serait instructif de décrire les grandes tendances de cet investissement durant les six dernières années par comparaison aux caractéristiques relevées au cours de la période d'ajustement. C'est ainsi que, l'analyse des données relatives à l'investissement durant les dix huit dernières années montre clairement que la FBCF totale accuse une sévère baisse de régime depuis 1993 :

- La progression annuelle moyenne n'est plus que d'environ 4% contre 12% durant les années 1980-1992;
- La valeur moyenne du ratio «FBCF/PIB» relevée en 1993-1997 ne représente plus que 21% contre 23% pour la période 1980-1992.

BAISSE DE L'INVESTISSEMENT DE L'ETAT DEPUIS 1993 !

L'Etat - convient-il de le rappeler - intervient dans le domaine de l'investissement soit directement (par l'acquisition des biens et services) soit indirectement (par l'octroi de subventions d'équipement ou par des incitations à l'investissement). La véritable contribution de l'Etat à la FBCF totale est beaucoup plus réduite que ne le laissent croire les dépenses d'équipement inscrites au Budget Général. Dans ce sens, l'étude du ratio «FBCF de l'Etat / Dépenses d'équipement de l'Etat» fonde deux séries de remarques :

- Au cours des cinq dernières années, 48% des dépenses d'équipement sont en fait des dépenses de fonctionnement contre 41% au cours des années 1980-1992. Dit

Baisse préoccupante

L'INVESTISSEMENT - TEL QU'IL EST MESURÉ PAR LA FBCF - ACCUSE UNE SÉVÈRE BAISSE DE RÉGIME DEPUIS 1993. C'EST LE SEGMENT ÉTATIQUE DE LA FBCF QUI A ÉTÉ LE PLUS AFFECTÉ PAR CETTE FORTE DÉCÉLÉRATION. LE SECTEUR PRODUCTIF INTERNE A DÛ EMBOÏTER LE PAS À CE RETRAIT DE L'ETAT. LA CROISSANCE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS - MÊME FORTE - N'A PAS PU COMPENSER LE RECU DE LA FBCF D'ORIGINE INTERNE. DE CE FAIT, SEULE UNE POLITIQUE DE RÉHABILITATION DU RÔLE TRADITIONNEL DE L'ETAT EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT PEUT PROVOQUER UNE RÉANIMATION DU CYCLE ÉCONOMIQUE MARQUÉ PAR UNE FORTE ATONIE DEPUIS 1993.

autrement, les dépenses d'équipement de l'Etat sont de plus en plus constituées des dépenses ne concourant pas au renforcement de la FBCF du pays.

- De plus, cette FBCF du secteur des Administrations publiques accuse une stagnation depuis 1993. Les rythmes moyens de progression en valeurs courantes sont ainsi de 0,98% (entre 1993 et 1997) contre 8,4% au cours des treize années antérieures. Compte tenu de l'inflation telle qu'elle est mesurée par le déflateur implicite du PIB (3,2% en moyenne au cours des années 93-97), l'investissement d'origine étatique a accusé une baisse en valeur réelle estimée à 2% par an entre 1993 et 1997 contre une croissance positive au cours de la période 1980-1992. Notons que selon le dernier rapport de la CNUCED, le

ratio moyen Investissement Public/PIB varie de 4,8% en Afrique à 8,6% en Asie hors Japon.

Il en résulte que durant les années 1993-1997, la part moyenne de la FBCF d'origine étatique dans le Budget Général n'est que de 7% (et non 15% comme le laissent croire les dépenses d'équipement) contre 93% pour le fonctionnement (33% pour la dette et 60% pour les biens, services et salaires).

LE SECTEUR PRODUCTIF EMBOÏTE LE PAS AU RETRAIT DE L'ETAT

Au regard des données figurant dans le tableau 1, l'évolution de l'investissement du secteur productif interne se caractérise par un profil baissier depuis 1993. Son apport à la FBCF en valeurs courantes n'a augmenté, en effet, que de 2% durant la dernière période contre environ 12% au cours des années 1980-1992. Cette perte de dynamisme explique la baisse de deux points dans la valeur moyenne du ratio «FBCF secteur productif/PIB» (16% depuis 1993 contre 18% environ pour les années antérieures). C'est dire qu'en valeur réelle, la FBCF du secteur productif accuse un net fléchissement depuis 1993. Cette baisse en monnaie constante a pesé sur la dynamique de la FBCF totale.

Compte tenu, par ailleurs, des imbrications entre les différentes composantes de la FBCF, le secteur productif interne a dû certainement emboîter le pas au désengagement de l'Etat. Les ambitions du privé ont ainsi été inhibées par le retrait des Administrations publiques. Les stratégies d'investissement des entreprises publiques ont été, elles aussi, contrariées par les effets du programme de privatisation lancé justement en 1993.

S'agissant de la contribution de l'extérieur à la FBCF totale, il y a lieu de relever que les investissements étrangers directs ont certes considérablement augmenté au cours des dix sept dernières années passant de 562 Mdhs en 1980 - 10460 Mdhs en 1997. Cependant, et en dépit de cette forte croissance, les IDE ne peuvent compenser la baisse de l'investissement interne, leur niveau n'a pas encore atteint le seuil critique. A titre d'exemple, la part de ces IDE dans le PIB est inférieure à 2% ; le pic enregistré en 1997 revêt plutôt un caractère exceptionnel. C'est dire que dans ce contexte global, l'apport de l'extérieur ne peut modifier la donne de l'investissement au Maroc.

PROFIL BAISSIER EN 1998

La tendance baissière qui affecte l'investissement depuis 1993 semble se poursuivre en 1998. Et ce en dépit de la forte progression de 31% de la valeur des importations des biens d'équipement industriel au terme des neuf premiers mois de 1998 contre une modeste croissance de l'ordre de 3% en 1997. Cette forte progression n'est pas synonyme, pour autant, d'une reprise de l'investissement. En témoignent les indices suivants.

■ les prêts et investissements étran-

ENCADRE

1- LE SECTEUR DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (ETAT), SE COMPOSE DES ADMINISTRATIONS CENTRALES, DES COLLECTIVITÉS LOCALES, DE LA CNSS ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS à CARACTÈRE ADMINISTRATIF. LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS à DOMINANTE COMMERCIALE ÉTANT REGROUPÉS AVEC LES SOCIÉTÉS PRIVÉES AU SEIN DU SECTEUR PRODUCTIF INTERNE. L'INVESTISSEMENT DE L'ETAT EST DIFFÉRENT DES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT INSCRITES AU BUDGET GÉNÉRAL. VUES SOUS L'ANGLE DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE, CES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT INTÈGENT DES RUBRIQUES QUI NE CONCOURENT PAS AU RENFORCEMENT DE LA FBCF DU PAYS.

2- LA FBCF DU SECTEUR PRODUCTIF INTERNE ENGLOBE L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET CELUI DES SOCIÉTÉS PRIVÉES. EN L'ABSENCE DE DONNÉES DÉTAILLÉES,

IL N'A PAS ÉTÉ POSSIBLE DE FAIRE RESSORTIR LA CONTRIBUTION DE CHACUNE DES DEUX CATÉGORIES D'ENTREPRISES à LA FBCF. LA DERNIÈRE ESTIMATION DE L'APPORT SÉPARÉ DES SOCIÉTÉS PRIVÉES ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES COMMERCIALES - à LA FBCF REMONTE AU DÉBUT DE CETTE DÉCENNIE. DE VANT CETTE INDIGENCE DE L'INFORMATION STATISTIQUE, LA CONTRIBUTION DE CE SECTEUR à LA FBCF EST DÉTERMINÉE DE MANIÈRE RESIDUELLE (FBCF TOTALE DIMINUÉE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS ET DE LA FBCF DE L'ETAT).

3- L'APPORT DE L'EXTÉRIEUR à LA FBCF EST MESURÉ PAR LA VALEUR DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS (IDE) à L'EXCLUSION DES INVESTISSEMENTS DEPORTEFEUILLE QUI SE LIMITENT à UN SIMPLE CHANGEMENT DE PROPRIÉTAIRES DE TITRES.

gers ont accusé au terme des neuf premiers mois de 1997 une sévère baisse de 76% contre une hausse de 258% à la même période de l'année écoulée (2610,8 Mdhs en septembre 98 contre 11115,4 Mdhs et 3103,7 Mdhs - la même période de 1997 et de 1996).

■ l'encours des crédits à moyen et long terme distribués par l'ensemble des établissements de crédit n'a progressé au cours des huit premiers mois de l'année en cours que d'environ 3% contre 6,5% à

la même période de 1997.

■ Tendance baissière confirmée par les dernières estimations du Centre Marocain de Conjoncture; selon ces estimations, la FBCF n'augmenterait en 1998 que de 5,6% contre 6,4% un an plus tôt, et le taux d'investissement fléchirait d'un point (19,7% en 1998 contre de 20,7% en 1997). Pour ces différentes raisons, la tendance baissière qui affecte l'investissement depuis 1993 risque fort de se confirmer en 1998.

TABEAU 1 : REPARTITION DE LA FBCF TOTALE PAR CATÉGORIE D'OPÉRATEURS

		ANNÉES			STRUCTURE (%) *		VARIATION (%) *		PART DANS PIB (%) *	
		1980	1993	1997	80-92	93-97	80-92	93-97	80-92	93-97
1- FBCF TOTALE	(en MDHS)	16 478	56 719	66 066	-	-	10,88	3,99	23,13	21,01
FBCF	(en %)	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	-	-	-	-
	(FBCF Secteur Productif)	(71,64)	(74,49)	(70,15)	(76,12)	(76,89)	(11,50)	(2,18)	(17,55)	(16,13)
	(FBCF Administrations Publiques)	(24,95)	(18,40)	(14,02)	(20,40)	(16,17)	(8,34)	(0,98)	(4,78)	(3,41)
	(Investissements Etrangers Directs)	(3,41)	(7,11)	(15,83)	(3,47)	(6,94)	(21,14)	(58,86)	(0,80)	(1,46)
2- (FBCF ETAT /DÉP EQUIPT ETAT) (%)		48,00	53,26	47,16	59,61	51,50	-	-	-	-

Remarque : En 1993-1997, le PIB a enregistré une croissance annuelle moyenne très limitée de 2,57% en volume (ou 5,78% aux prix courants) contre 3,51% (1,08% en valeurs courantes) durant les années 1980-1992.
(*) : % moyen durant les périodes indiquées.

Ralentissement de l'investissement et portée des réformes

L'étude de l'investissement peut également faire l'objet d'une ventilation de la FBCF selon ses composantes : Bâtiments et Travaux Publics (BTP), Matériel et Outillage (M & O), Aménagements et Plantations agricoles et Bétail. Aussi, serait-il opportun de faire ressortir le profil d'évolution des différentes composantes de cette FBCF. Par ailleurs, l'analyse des fonds levés par les entreprises privées sur le marché financier peut également contribuer à mieux cerner les tendances d'évolution de l'investissement. En particulier, Par quoi peut s'expliquer la forte réduction du capital des entreprises observée au cours des dernières années ?

RECUL DES DEPENSES EN INFRASTRUCTURE

Il ressort des données rassemblées dans le tableau 2 que la décélération qui caractérise l'évolution de l'investissement depuis 1993 varie selon les composantes de la FBCF. Sous cet angle, deux faits marquants méritent d'être relevés ; le premier a trait aux dépenses d'infrastructure. Cette composante de la FBCF affiche un profil de croissance en forte décélération. Le taux de progression moyen de 9,8% relevé au cours des années quatre vingt et les premières années de cette décennie a été divisé par deux pour n'être que de 4,4% au cours des années 93-97. Cet amenuisement de l'investissement en infrastructure a retenti sur sa part dans le PIB. Cette part a baissé de deux points soit 9,5% contre 11,7%. La décélération affecte surtout la branche Bâtiment (4% contre 11%) et dans une moindre mesure celle des Travaux Publics (5% contre 9%). Au total, ce recul des dépenses d'infrastructure explique l'affaiblissement de leur part dans la FBCF totale (46% contre

APPRÉCIÉE SELON SES PRINCIPALES COMPOSANTES, L'ÉTUDE DE LA FBCF ÉTABLIT CLAIREMENT QUE LE PRINCIPAL DÉTERMINANT DE LA BAISSÉ DE L'INVESTISSEMENT RÉSIDE DANS LA POLITIQUE DE DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT DONT LE COROLLAIRE EST L'AMENUISEMENT DES DÉPENSES D'INFRASTRUCTURE. PAR AILLEURS, LA FORTE RÉDUCTION DU CAPITAL OBSERVÉE AU COURS DE CES DERNIÈRES ANNÉES SUSCITE DES DOUTES SUR LA PERTINENCE DE CERTAINES RÉFORMES. EN PARTICULIER, LES NOUVELLES LOIS SUR LA SOCIÉTÉ ANONYME NE SEMBLANT PAS TROUVER ÉCHO FAVORABLE AUPRÈS DES PME/PMI.

54%, soit une perte de 8 points). Cette perte de part a profité à l'industrie pour 7 points, et à la FBCF agricole à hauteur d'un point.

Le second fait marquant concerne l'évolution de la rubrique «Matériel et Outillage». A ce propos, il convient de souligner que ce poste n'enregistre qu'une progression annuelle moyenne de 3,5% entre 1993-1997 contre 15% durant la période précédente. Tendence confirmée par les statistiques émanant du Ministère du Commerce et de l'Industrie: selon les données de l'enquête sur les industries de transformation, la progression annuelle moyenne de l'Investissement durant le quinquennat 93-97 n'a pas dépassé les 2% en valeurs courantes. De ce fait, la croissance de la valeur du ratio «matériel & Outillage/PIB» au cours des cinq dernières années (10,5% contre 9,4%) est essentiellement due à la forte décélération du PIB au cours de cette même période (5,8 %

contre 11% auparavant). La même remarque s'applique pour l'amélioration de la part du «matériel et Outillage» (50% au cours des cinq dernières années contre 43% entre 1980-1992, soit un gain de 7 points). L'amélioration de cette part relative s'explique beaucoup plus par la forte décélération qui a affecté les autres composantes de la FBCF que par le propre dynamisme de l'investissement industriel. En définitive, le principal déterminant de la baisse de cet investissement réside dans la politique de désengagement de l'Etat dont le corollaire est l'amenuisement des dépenses d'infrastructure.

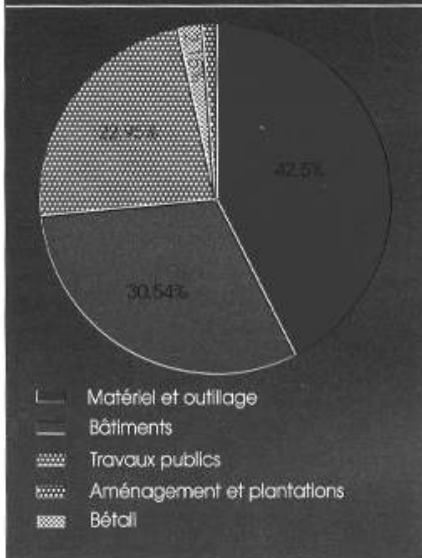
FORTE REDUCTION DU CAPITAL DES SOCIÉTÉS

Le suivi de l'évolution des fonds levés sur le marché financier, au cours de la période 1982-1997, pour l'augmentation du capital des sociétés existantes ou pour la constitution de nouvelles entités fondé quatre séries d'observations :

- les fonds levés au titre des opérations d'augmentation du capital des sociétés en activité durant les années 93-97 ont accusé une baisse annuelle moyenne de l'ordre de 3% contre des taux de croissance positifs dépassant les 31% en moyenne annuelle au cours de 1980-1992. Ces fonds ont été levés par des sociétés dont le nombre n'a progressé au cours de la dernière période que de 4% contre 7% auparavant. Dit autrement, le nombre des sociétés qui procèdent à l'augmentation du capital n'enregistre plus qu'une faible croissance.

- les fonds engagés pour la constitution de nouvelles sociétés n'enregistre qu'une croissance annuelle moyenne de 10% au cours des cinq dernières années contre 53% durant les années de la décennie d'ajustement.

STRUCTURE MOYENNE DE LA FBCF 1980-92



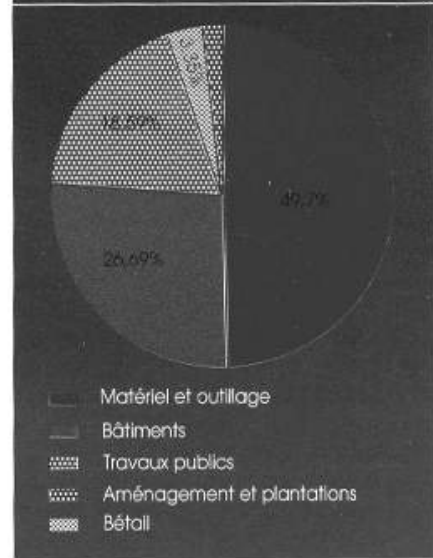
■ la valeur moyenne du capital par société nouvellement constituée est stable et tourne autour de 400 Mille dhs (440 mille dhs entre 1993 et 1997 contre 370 mille dhs au cours de la période précédente). Ceci confirme l'idée selon laquelle le tissu productif est formé, dans son immense majorité, de petites et moyennes unités.

■ l'accroissement net du capital accuse une baisse évaluée à 5% contre une progression de l'ordre de 25% au cours des dix années allant de 1982 à 1992. Dit autre-

ment, cette baisse de l'accroissement net du capital traduit la désaffection des opérateurs vis-à-vis des dispositions des nouvelles lois sur les sociétés, notamment celles relatives à la société anonyme. Jugeant les dispositions de cette nouvelle loi sur la SA trop contraignantes en matière de gestion des biens sociaux, nombreux sont les opérateurs qui ont changé le statut de leur SA en SARL. C'est cette préférence pour le statut de la SARL qui est, par ailleurs, à l'origine du nombre important de transformations de SA en SARL, soit 204 opérations en 1997 contre 18 opérations en 1996 et du recul des SA créées au profit des SARL. Sur les 3173 entreprises créées en 1997, 90% étaient des SARL au lieu de 66% en 1996. Cette tendance devrait certainement s'amplifier avec l'approche de la date d'entrée en vigueur des nouvelles lois sur les sociétés.

Sur la base de ces considérations, il serait légitime de se demander si la réduction du capital net des sociétés ne constitue pas un signal à l'adresse des pouvoirs publics. Initiée dans l'espoir d'offrir aux investisseurs étrangers le cadre auquel ils sont familiers dans leur

STRUCTURE MOYENNE DE LA FBCF 1993-97



pays d'origine, la réforme du cadre juridique des sociétés ne semble pas trouver écho favorable auprès des PME/PMI. Or, la politique publique peut-elle atteindre ses objectifs sans l'adhésion de ces chefs d'entreprise qui constituent l'écrasante majorité du secteur productif. La nouvelle loi sur la SA a certes beaucoup de mérites (Transparence, réduction du nombre de SA fictives etc...), mais, on est passé d'un extrême (Laxisme d'un texte datant de 1922) à l'autre (Pénalisations prévues par le texte de 1995).

TABLEAU 2 : STRUCTURE DE LA FBCF TOTALE PAR NATURE

		ANNEES			STRUCTURE (%)		VARIATION (%)		PART DANS PIB (%)	
		1980	1993	1997	80-92	93-97	80-92	93-97	80-92	93-97
F.B.C.F	(en MDHS)	16 478	56 719	66 066	-	-	10,88	3,99	23,13	21,01
F.B.C.F	(en %)	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	-	-	-	-
MATÉRIEL ET OUTILLAGE		35,67	50,71	47,26	42,50	49,70	14,79	3,48	9,35	10,45
INFRASTRUCTURE DE BASE		59,79	44,47	47,55	53,54	45,28	9,84	4,42	11,73	9,49
	(Batiments)	(33,83)	(26,66)	(28,39)	(30,59)	(26,69)	(10,78)	(4,01)	(6,70)	(5,60)
	(Travaux Publics)	(25,96)	(17,81)	(19,16)	(22,59)	(18,59)	(9,25)	(5,15)	(5,03)	(3,89)
AGRICULTURE		4,54	4,82	5,19	3,92	5,02	12,09	6,11	0,86	1,86
	(Aménagement et Plantations)	(2,22)	(3,30)	(3,58)	(2,15)	(3,35)	(15,63)	(7,14)	(0,47)	(0,70)
	(Bétail)	(2,32)	(1,53)	(1,62)	(1,77)	(1,67)	(8,41)	(4,47)	(0,39)	(0,35)

Source : Ministères des finances, Ministères du Commerce et d'Industrie, Bank Al-Maghrib, Direction de la Statistique, Office des Changes

LE MYTHE DU MARCHÉ

Ou le retour de l'Etat

Depuis le début des années 80, les débats de politique économique ont été marqué par la dominance d'un principe: l'Etat développeur est un échec, il faut passer au marché. La nouvelle orthodoxie s'est appuyée sur deux idées principales: (i) la critique des distorsions provoquées par l'intervention de l'Etat dans l'activité économique; (ii) le marché, même imparfait, serait plus efficace que l'administration comme mécanisme d'allocation de ressources.

Réhabilitations de l'interventionnisme

Les limites de cette approche se sont progressivement révélées. Du point de vue théorique, les nombreux cas de défaillance du marché (market failure) ont été mis en évidence. Les modèles de croissance endogène ont légitimé des formes d'intervention publique. Un revirement des positions des Institutions internationales s'est produit à la fin des années 80.

Le Rapport sur le développement dans le monde 1991 a été consacré au nouveau «consensus» sur le développement, fondé sur une «approche amicale au marché» (market-friendly approach). Selon cette «nouvelle» thèse de la Banque Mondiale, l'intervention de

l'Etat est admissible si elle permet au marché de fonctionner.

Cette thèse est redevable aux études consacrées à certains pays, sur la planification qui «soutient» le marché (market-sustaining planning), sur la synergie entre Etat et marché (l'Etat qui gouverne le marché) ou sur l'intervention «promotrice» du marché (market-promoting intervention). Le rapport de la Banque Mondiale sur les économies asiatiques de haut rendement (1993) reconnaissait que l'intervention de l'Etat a été importante en Asie Orientale, qu'elle s'est fondée non sur une activité passive de résolution des dysfonctionnements du marché, mais sur une stratégie active de fixer «incorrectement» les prix.

La pathologie du marché

Il est devenu patent que le marché a aussi sa pathologie. On découvre qu'il ne faudrait pas s'empreser de copier les formes les plus sophistiquées des marchés occidentaux, le marché est une institution qui se construit politiquement et socialement. Il ne faudrait pas, non plus, commettre d'erreurs concernant l'origine du succès des économies

libérales: il ne tient pas à la marche triomphale des mécanismes marchands qui érodaient progressivement tous les archaïsmes et autres modes d'organisation mais au contraire à la recherche d'un point d'équilibre entre dynamique du marché, niveau d'interventionnisme et maintien du lien social.

Il serait donc dramatique que par facilité, on persiste dans une voie d'impasse, car plus dogmatique qu'éclairée par les enseignements de l'histoire comme des théories. En conséquence, après le romantisme du marché des années 80, il est temps de reconnaître le «retour de l'Etat». Dans une économie en développement, il ne suffit pas de «suivre le marché». Le libéralisme à tout crin ne saurait se substituer à une stratégie à moyen terme.

Faut-il plus d'investissement public ?

Il est commode mais sans doute erroné, de penser que la correction des déséquilibres macro-économiques suffirait à propulser notre économie sur une nouvelle trajectoire de croissance. Les ressorts de la croissance ne sont pas ceux de l'équilibre de courte période. Bien que les préoccupations

sur le niveau actuel de l'investissement doivent conduire à intensifier les réformes, il ne faudrait pas en conclure qu'une fois éliminées les diverses entraves, la dynamique de l'investissement privé correspondra au taux de croissance désiré. Eliminer les distorsions actuelles, alléger les procédures, disposer d'un système d'incitations efficace, tout cela est nécessaire mais insuffisant.

Si l'on convient que l'intervention publique a effectivement des retombées substantielles, cela implique que le niveau de capital public soit conséquent. La relation entre investissement public et investissement privé est complexe mais étroite. On peut penser que le capital public, provoque un effet d'éviction de l'investissement privé. Mais il est tout aussi prouvé que le capital public améliore la productivité du capital privé augmentant son taux de rentabilité. Si diverses études ont confirmé l'existence de ces deux forces, elles ont néanmoins montré que, toutes influences confondues, l'investissement public stimulait l'investissement privé. La réussite d'une stratégie de réforme repose par conséquent sur la capacité de l'Etat à reconstituer son potentiel d'intervention.

LE TABLEAU DE BORD MENSUEL

INDICATEURS MENSUELS DE CONJONCTURE

	Juillet			Janvier-Juillet			
	1997	1998	Variations en %	1997	1998	Variations en %	
PRIX	Indice du coût de la vie (ICV-Base 100 en 1989)	148,3	153,0	3,2	152,8	152,6	-0,1
	- Alimentation	152,4	158,1	3,7	156,9	156,7	-0,1
	- Habillement	146,1	151,9	4,0	152,8	153,5	0,5
	- Habitation	148,0	151,0	2,0	151,6	151,7	0,1
	- Equipement ménager	133,2	135,5	1,7	135,8	135,9	0,1
	- Transport et communications	141,8	148,4	4,7	148,6	147,3	-0,9
	- Autres biens et services	153,9	157,0	2,0	157,2	157,3	0,1
	Indice des prix de gros (IPG-Base 100 en 1977)	355,2	367,0	3,3	366,0	367,9	0,5
COMMERCE EXTERIEUR (1)	Total des importations (CAF)	6093,5	6920,0	13,6	51582,6	56515,5	9,6
	Total des exportations (FOB)	3141,6	3290,0	4,7	36650,0	40073,6	9,3
	Importations hors pétrole	5598,1	6619,0	18,2	37769,5	43047,2	14,0
	Exportations hors groupe OCP	2242,7	2490,9	11,1	17017,0	17947,3	5,5
	Recettes de tourisme	1483,0	1268,0	-14,5	7482,0	7306,0	-2,4
	Transferts des R.M.E	2226,0	1837,0	-17,5	10540,0	9878,4	-6,3

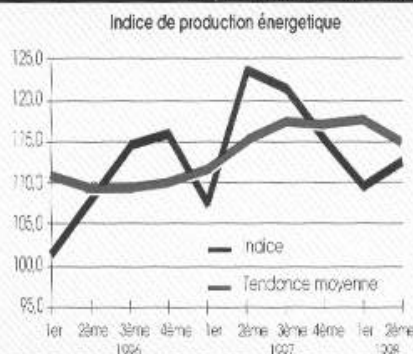
(1) Valeurs en millions de DH

Les échanges concernent les marchandises générales à l'exclusion des admissions temporaires sans paiement.

EVOLUTION DES ACTIVITES ENERGETIQUES ET MINIERES

ACTIVITES ENERGETIQUES

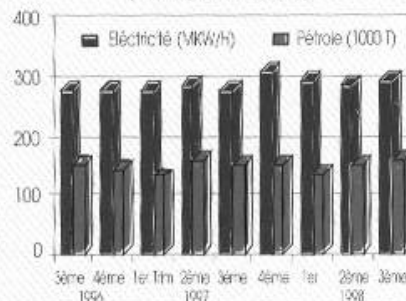
Au terme du premier semestre 1998, l'activité du secteur énergétique a enregistré une chute de 4% comparative- ment à la même période de l'année précédente. Cette baisse résulte, essentiellement, de la forte régression qu'a connue l'activité du raffinage de pétrole (-10,6%).



PRODUCTION ELECTRIQUE ET PETROLIERE

Le recul de la production dans le secteur de l'énergie au cours du premier semestre 1998 a été le résultat de deux mouvements opposés, marqués en particulier par une hausse de la production électrique de 2,8% et par une baisse de 2,4% du pétrole mis en œuvre.

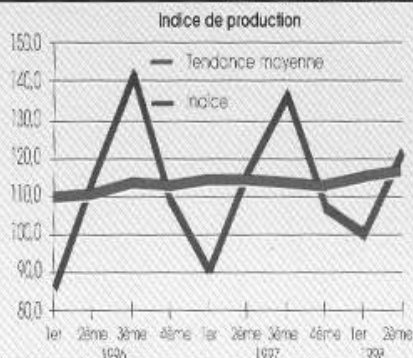
Production électrique et pétrolière (en MKW/h et milliers de T)



TENDANCES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

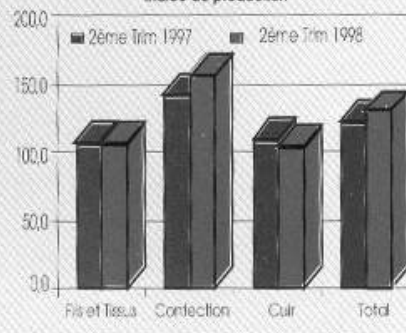
La progression de l'activité des industries agro-alimentaire observée au début de l'année se poursuit. Au terme des six premiers mois, son rythme a été de 6,8%. Ce résultat est essentiellement dû à la croissance des boissons et tabacs (7,2%).



TEXTILES ET CUIRS

L'industrie du textile et cuir a enregistré un taux de croissance de 5,9% au cours du premier semestre 1998 par comparaison à la même période de 1997. Cette performance a été réalisée au cours du second trimestre où la conjoncture a été particulièrement favorable pour cette activité.

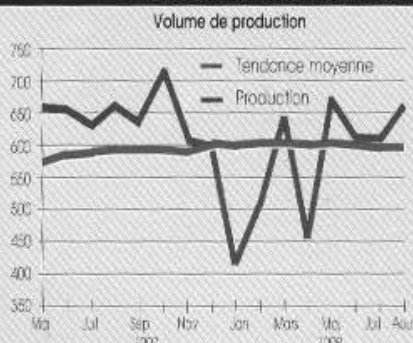
Indice de production



EVOLUTION DES ACTIVITES DU BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

PRODUCTION DE CIMENT

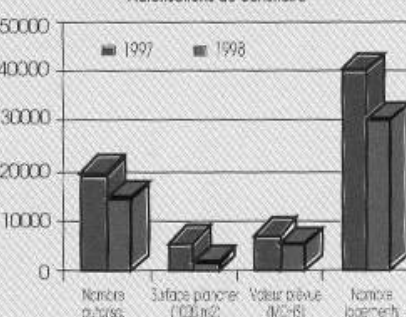
La stagnation de la production de ciment observée au début de l'année n'a pas persisté. Une reprise a été entamée dès le début du second trimestre 1998. La quantité de ciment produite s'est inscrite en hausse de 4,7% au cours du premier semestre de 1998 comparativement à la même période de 1997.



ACTIVITE DE CONSTRUCTION

Les indicateurs de bâtiment sont tous orientés à la baisse au cours du premier semestre de l'année en cours. Le nombre des autorisations de construire a reculé de 0,3%. La valeur prévue et le nombre de logement ont régressé d'autant et la surface au plancher de 0,7%.

Autorisations de construire



LE TABLEAU DE BORD MENSUEL

INDICATEURS MENSUELS DE CONJONCTURE

		Juillet		
		1997	1998	Variations en %
MONNAIE	Masse monétaire (M3)	222426	240588	8,2
	• Disponibilités monétaires (M2)	162974	177686	9,0
	• Placement à terme (M3-M2)	59452	62902	5,8
	• Crédits Intérieurs	187293	203245	8,5
	• Avoirs extérieurs	40031	42925	7,2
CREDIT	Total des Crédits distribués	156401	170054	8,7
	• Institut d'émission	7655	7623	-0,4
	• Banques de dépôts	148746	162431	9,2
BUDGET(2)	Recettes ordinaires	6331	6215	-1,8
	Dépenses ordinaires	5943	5349	-10,0
	Besoins de financement du Trésor (+/-)	510	841	64,9
	Déficit global (+/-)	224	858	283,0
	Fonds réservés (+/-)	734	17	-

	DEVISE	unité	Taux de change du Dirham	
			achat	vente
Franc Français		1	1,62000	1,67970
Dollar U.S.		1	9,66090	9,71890
Dollar Canadien		1	6,42670	6,46530
Livre Sterling		1	15,82900	15,92400
Deutsche Mark		1	5,43280	5,46540
Escudos Portugais		100	5,30750	5,33940
Lire Italienne		1000	5,50620	5,53930
Pesetas		100	6,39900	6,43740
Yen		100	6,69550	6,73570
Ecu		1	10,70900	10,77500
Dinar Algérien		10	-	-
Dinar Tunisien		1	8,42020	8,47080
Ryal Saoudien		1	2,57610	2,59160

(Situation à fin Juillet en millions de DH)

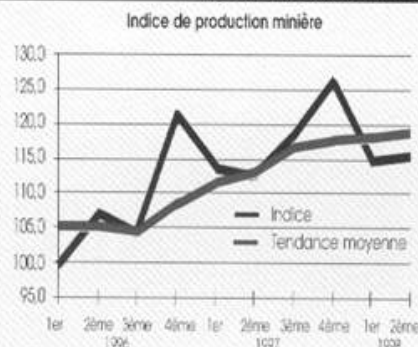
(2) Les données budgétaires se rapportent à la période 1 au 31 Juillet 98

(Cours des vivements au 29 octobre 1998 en DH)

EVOLUTION DES ACTIVITES ENERGETIQUES ET MINIERES

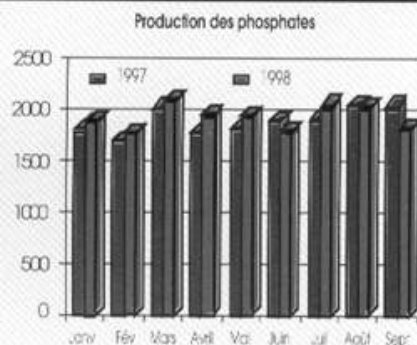
PRODUCTION MINIERE

Le secteur minier n'a pas connu une activité très dynamique au cours de la première moitié de l'année en cours. Globalement, la production minière a enregistré, au cours de cette période un taux de croissance de 1,6% comparativement au premier semestre de 1997.



ACTIVITES DES PHOSPHATES

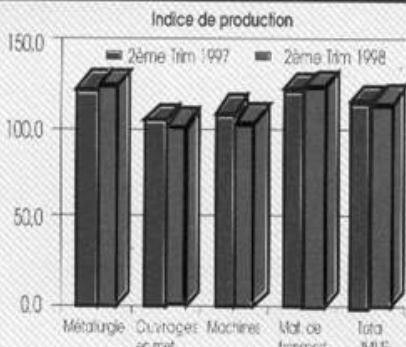
La production de phosphate qui avait entamé l'année 1998 sur un rythme relativement rapide commence à connaître un certain essoufflement à partir du début du second semestre. A fin juillet 1998 la quantité de phosphate produite s'est inscrite en hausse de 3,5%.



TENDANCES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

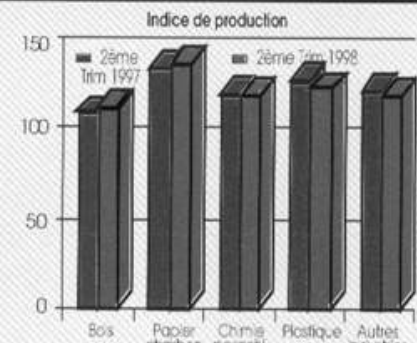
INDUSTRIES M.M.E

Les I.M.M.E n'ont pas connu une conjoncture favorable au cours des six premiers mois de l'année. Leur production s'est inscrite en baisse de 2,1% au cours de cette période par comparaison à la même période de l'année écoulée. Cette tendance a été façonnée par l'ensemble des activités du secteur.



AUTRES INDUSTRIES

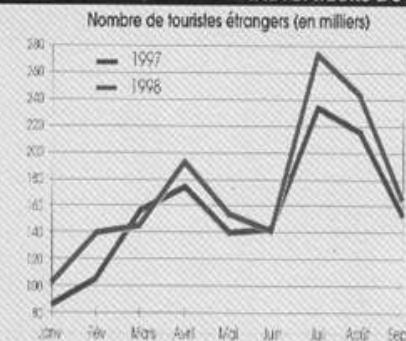
Globalement l'activité des autres industries a pratiquement stagné (-0,3%). Cependant certaines industries comme celles des minéraux de carrière et des autres industries de transformation ont enregistré des chutes brutales de leurs activités atteignant respectivement 6,6% et 14,8%.



INDICATEURS DU SECTEUR DU TOURISME

ARRIVÉES DE TOURISTES

Le nombre des arrivées de touristes étrangers au Maroc s'est amélioré progressivement au fil des mois pour réaliser un taux de croissance de 10,6% à fin Septembre 1998 par comparaison à la même période de 1997. La hausse a concerné tous les mois à l'exception de Mars et Juin.



NUITÉES TOURISTIQUES

La hausse des arrivées des touristes au Maroc a été accompagnée par une amélioration du nombre de nuitées réalisées dans les hôtels classés. Le taux de progression de ces nuitées a été de 9,6% à fin Septembre 1998 comparativement à 1997. La pointe a été atteinte au mois d'Avril.



DYNAMIQUE DE L'INVESTISSEMENT

Le ralentissement de l'effort d'investissement, particulièrement marqué depuis le début de la décennie, s'avère d'autant plus préoccupant qu'au delà de son impact immédiat en tant que facteur de demande, il conditionne le potentiel de croissance dans la moyenne et la longue périodes. L'hypothèse qu'une telle situation fait peser sur les perspectives de l'activité économique pousse à la recherche des facteurs qui sont à l'origine de la baisse de régime en matière d'investissement. L'approche la plus directe de cette problématique fort complexe s'oriente souvent vers l'identification des entraves et blocages qui se dressent devant les projets d'investissement.

L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL ET LE CADRE INCITATIF

Dans un contexte économique de plus en plus ouvert sur l'extérieur et où l'initiative privée est appelée à jouer un rôle de premier plan dans l'effort de développement, tous les facteurs constitutifs de l'environnement économique et institutionnel prennent leur importance dans l'acte d'investir et peuvent, a priori, exercer un effet plus ou moins important sur la promotion des investissements. L'un des facteurs le plus souvent évoqué comme source de difficultés qui freine le développement des investissements au plan institutionnel est la lourdeur des procédures administratives. La multiplicité des décideurs et la dispersion des intervenants font que nombre de projets d'investissement, dans le cas où ils ne sont pas abandonnés, prennent beaucoup de temps pour aboutir. Les insuffisances relevées par les promoteurs tant au niveau de l'accueil, qu'à celui de

La nécessité de la relance

LE PROCESSUS D'INVESTISSEMENT SEMBLE MARQUER UN ESSOUFFLEMENT DEPUIS LE DÉBUT DE LA DÉCENNIE. LES DONNÉES RELATIVES À LA FORMATION DE CAPITAL AU PLAN MACROÉCONOMIQUE FONT ÉTAT D'UN NET INFLÉCHISSEMENT DE TENDANCE AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES. LE RYTHME D'ACCROISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT S'EST EN EFFET ÉTABLI À UNE MOYENNE ANNUELLE DE 4% DURANT LA PÉRIODE 1991-97 CONTRE PRÈS DE 12 % AU COURS DES ANNÉES QUATRE-VINGT. CONVERTIS EN VALEURS RÉELLES POUR TENIR COMPTE DE L'ÉVOLUTION PARALLÈLE DES PRIX, LES RYTHMES DE PROGRESSION NOMINAUX SE RÉDUISSENT, RESPECTIVEMENT, À DES ACCROISSEMENTS RÉELS DE 0.2 % ET 3.1 %. AU DELÀ DES FACTEURS CONSTITUANT L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE QUE L'ON PEUT ÉVOQUER POUR EXPLIQUER CETTE BAISSÉ, LA QUASI STAGNATION DE L'EFFORT D'INVESTISSEMENT CONSTATÉE CES DERNIÈRES ANNÉES REPOSE TOUTE LA PROBLÉMATIQUE DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT ET LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE QUI EN CONSTITUE LE SOUBASSEMENT.

l'orientation et de la vulgarisation constituent aussi des éléments agissant dans un sens défavorable à l'investissement. Il semble en effet que la mise en place de structures d'accueil adaptées aux besoins des opérateurs économiques et dotées des instruments nécessaires en termes d'informations à caractère économique, social et juri-

dique est susceptible d'améliorer les conditions de réalisation des investissements potentiels. La promotion de l'investissement peut aussi pâtir de l'absence d'un schéma directeur de l'activité économique établissant une hiérarchisation des secteurs d'activité en fonction de leur potentiel de croissance et représentant un cadre référentiel pour les opérateurs économiques. La constitution d'un tel schéma est de nature à contribuer à améliorer la visibilité pour les investisseurs afin de leur permettre une plus grande maîtrise des incertitudes et des risques qui s'y rattachent. S'agissant plus particulièrement des investissements étrangers, la coordination des actions à entreprendre par les différents intervenants publics en la matière et leur mise en cohérence semble de plus en plus nécessaire en vue de parvenir à une plus grande efficacité dans ce domaine.

À côté de ces éléments ayant trait à l'information, à l'orientation et aux procédures administratives et dont l'incidence négative peut être, en bonne partie, dépassée à travers la mise en place d'une structure remplissant la mission de guichet unique, la promotion des investissements reste fortement conditionnée par des facteurs ayant une incidence plus directe sur leur viabilité. Il s'agit en premier lieu du cadre incitatif et, de manière plus générale, de l'orientation de la politique économique et financière et de ce qu'elle offre comme visibilité à moyen et long terme pour les opérateurs. La réforme du cadre incitatif apportée par la charte d'investissement pour remédier aux inconvénients relevés dans les anciens codes est encore très récente pour qu'elle puisse donner lieu à des résultats probants. Il en est de même du

nouveau dispositif juridique mis en place avec, notamment, la loi sur les sociétés et le code de commerce qui demande des délais suffisants pour son assimilation par le tissu économique avant de produire son effet de restructuration, de modernisation et de transparence sur le tissu économique. Les réactions que suscite la mise en application de ces réformes, touchant aussi bien le système incitatif que le cadre institutionnel de l'entreprise, semblent même revenir sur certains de leurs principes de base comme l'uniformisation des avantages accordés aux investissements ou encore le dispositif juridique relatif à la société anonyme. De telles réactions vont jusqu'à remettre en cause la pertinence de certaines dispositions des réformes et leur applicabilité dans un environnement économique qui fait encore état de multiples signes de fragilité.

La disponibilité de terrains aménagés pour les activités industrielles et accessibles à des conditions avantageuses constitue, de l'avis des promoteurs privés, un autre handicap d'importance au développement de l'investissement. Les efforts déployés par les pouvoirs publics dans ce domaine à travers la mise en place de plans d'action visant la promotion des zones industrielles ont permis de répondre à une bonne partie de la demande, aussi bien en ce qui concerne l'accès aux terrains équipés que le bénéfice de services nécessaires à l'activité de production. Des avancées ont été enregistrées dans ce domaine à travers, notamment, la nouvelle approche des infrastructures d'accueil des activités industrielles. Mais, elles restent cependant limitées en raison des difficultés d'exécution et des dysfonctionnements de la coordination entre les différents intervenants, publics et privés.

LE ROLE DE LA STRATEGIE PUBLIQUE

Toutefois, au delà de ce que peut offrir le cadre institutionnel, juridique ou incitatif comme avantages contribuant à encourager les promoteurs économiques, la décision d'investissement demeure fondamentalement liée, toutes choses étant égales par ailleurs, aux critères de rentabilité. Les véritables déterminants du comportement de l'investissement sont par conséquent à rechercher dans les perspectives réelles de l'activité économique, les débouchés, le niveau de profitabilité autant que dans les conditions de financement.

Le ralentissement notoire du rythme d'accumulation de capital qui s'est produit depuis le début de la décennie de façon concomitante avec la forte décélération du processus de croissance ne constitue pas une simple contingence de la conjoncture. La dynamique du multiplicateur-accélérateur induit une baisse de régime au niveau des investissements lorsque les perspectives de croissance et de demande se situent en deçà des anticipations. Cette relation apparaît dans le contexte actuel encore plus forte s'agissant du rythme d'accumulation du capital au plan global et de l'effort d'investissement de l'Etat. L'analyse de l'évolution de la formation de capital au cours des vingt dernières années montre en effet que le volume de l'investissement au plan macroéconomique a suivi de façon étroite la tendance des investissements de l'Etat dans ses phases d'accélération et de décélération.

Outre le fait qu'il révèle le degré d'engagement de l'Etat dans les programmes de développement qu'il entreprend, l'investissement public donne une forte impulsion

à la dynamique économique et à la demande dans le court terme. Il constitue à plus long terme une addition aux capacités productives et crée d'importantes économies externes au profit du système productif à travers le développement des infrastructures économiques et sociales. Les risques croissants qu'encourt l'entreprise dans un environnement de plus en plus ouvert et soumis à de multiples facteurs d'incertitudes. L'engagement de l'Etat à travers ses programmes d'investissement est d'un apport considérable du fait qu'il constitue un gage sur l'avenir et, partant, un signal de confiance sur les potentialités de l'économie nationale à l'adresse des opérateurs privés.

L'essoufflement de l'effort d'investissement constaté ces dernières années repose en fait toute la problématique de la politique de développement et la stratégie économique et sociale qui en constitue le soubassement méthodologique. Le pari sur l'initiative privée dans une stratégie de croissance forte et durable ne peut être réellement soutenable dans le contexte économique national sans un engagement important de l'Etat et du secteur public. Outre son impact direct sur l'activité économique et sa contribution à l'amélioration des capacités productives, un tel engagement est de nature à rendre plus explicite les grandes options ainsi que les stratégies correspondantes tant au plan global que sectoriel. Tel serait notamment le cas des stratégies et politiques agricole, industrielle, des infrastructures de base, du commerce extérieur, etc. En inscrivant ses actions dans le cadre de ces options, le secteur privé, bénéficiant d'une meilleure visibilité, pourrait mieux anticiper l'avenir avec une plus grande maîtrise des risques encourus.

Les perspectives de l'investissement en relation avec la demande

La tendance baissière qui a marqué l'évolution des investissements au cours des dernières années contraste avec l'ampleur des besoins tels qu'ils ressortent des configurations de la demande effective et/ou potentielle. Les faibles performances de l'activité économique depuis le début de la décennie trouvent, en partie, leur explication dans l'incapacité du système productif à générer un volume d'investissement à même d'entretenir et de renforcer la dynamique de croissance. Le rythme de l'investissement a en effet suivi depuis le début de la décennie un rythme nettement en deçà du potentiel que laisse transparaitre le niveau de la demande. Les objectifs assignés à la politique économique dans le but d'accéder à des sentiers de croissance plus accélérés devraient, dans ces conditions, viser la libération du potentiel de croissance de l'économie nationale pour le rapprocher le plus possible du niveau compatible avec les tendances des principaux agrégats de la demande. L'importance de l'écart à combler en la matière ne peut être appréciée qu'au moyen d'une évaluation suffisamment précise des besoins additionnels en capacités productives qu'impliqueraient les perspectives de la demande. Ceci revient à l'élaboration de projections relatives à la formation de capital en fonction du comportement prévisible des différentes composantes de la demande tant au plan interne qu'externe.

LA PRESSION DES BESOINS

Le schéma conceptuel qui fonde cette approche du processus d'accumulation considère que les configurations futures de la demande jouent un rôle d'entraînement sur la production, laquelle

LES PROJECTIONS DE L'INVESTISSEMENT
ÉLABORÉES SUR LA BASE DE L'ÉVOLUTION
DE LA DEMANDE FINALE EN BIENS ET
SERVICES, ADRESSÉS À LA PRODUCTION
LOCALE FONT RESSORTIR UN POTENTIEL
D'ACCUMULATION DE CAPITAL IMPOR-
TANT. LE SCÉNARIO DE CROISSANCE
FORTE MONTRE EN EFFET, QUE LE VOLUME
D'INVESTISSEMENT ANNUEL, DANS LA
MOYENNE PÉRIODE, PEUT, COMPTE TENU
DES BESOINS, SE SITUER AUTOUR DE 120
MILLIARDS DE DH, SOIT PLUS QUE LE
DOUBLE DU NIVEAU MOYEN ACTUEL.

conduit, à son tour, à la création de nouvelles capacités. Complétant la démarche méthodologique basée sur les facteurs de l'offre et la disponibilité de ressources, notamment celles de l'épargne, l'approche par la demande trouve sa justification dans la pression des besoins ainsi que dans les opportunités offertes par l'évolution des débouchés tant au niveau interne qu'externe. L'instrument approprié pour l'application de cette approche est celui qu'offre le modèle multisectoriel construit sur la base du tableau des échanges interindustriels.

Dans le souci de mettre en évidence les principaux traits du processus d'accumulation dans la moyenne période, les configurations futures de formation de capital sont élaborées sur la base de cet instrument en distinguant trois scénarios d'évolution contrastés des agrégats de la demande. Le premier, scénario tendanciel, consiste à prolonger les tendances observées durant les périodes antérieures. Le deuxième scénario

retient un rythme d'évolution de la demande à moyen terme qui se situe à un niveau intermédiaire, en ce sens que le profil de croissance des agrégats de la demande enregistre, en parallèle avec l'accroissement des besoins, un redressement sensible par rapport aux tendances passées. Enfin, le troisième scénario opte pour une croissance forte et soutenue de la demande finale pour se conformer le plus possible aux tendances qu'exprime la pression des besoins.

Les configurations futures de l'investissement ressortent de façon directe des données spécifiques à chacun des scénarios envisagés selon l'approche de la demande. D'un point de vue global, l'évolution des emplois finals en biens et services ventilés selon les principales branches d'activité généreraient à l'horizon 2005 des accroissements de production se situant à près de 290 Milliards de DH dans le cadre du scénario tendanciel. De tels accroissements nécessiteraient des créations de capacités sur la période 1999-2005 évaluées à 569 Milliards de DH, ce qui correspond à un volume d'investissement annuel moyen de l'ordre de 63 Milliards de DH. Cet effort d'investissement resterait dans l'ensemble, et à l'inflation près, comparable à celui de l'année de base. Le scénario intermédiaire intensifie quant à lui le rythme d'accumulation du capital de façon sensible par comparaison avec le scénario tendanciel en portant le volume d'investissement annuel durant la période considérée à une moyenne de 86 Milliards de DH. Enfin, les configurations d'investissement dans le scénario de forte croissance aboutiraient à des capacités additionnelles dépassant 1060 Milliards de DH à l'horizon 2005 pour répondre à des accroissements de production atteignant 536 Milliards de DH. Le vo-

lume d'investissement annuel s'établirait dans ces conditions autour d'une moyenne de 118 Milliards de DH.

LE POTENTIEL A MOYEN TERME

Outre leurs implications respectives quant à l'effort global d'investissement, les trois scénarios d'évolution se différencient nettement du point de vue de la répartition de cet effort entre les secteurs public et privé. On relève en effet que les configurations de croissance plus forte nécessiteraient une contribution relativement importante de la part des administrations publiques dans la formation de capital. Les investissements initiés dans ce secteur devraient atteindre la proportion brute de 6.4 % du PIB dans le scénario de forte croissance contre 4.5 % seulement dans le scénario tendanciel. La contribution de l'Etat à l'accumulation du capital serait davantage orientée, dans le contexte actuel et à venir, vers le développement des infrastruc-

tures économiques et sociales à même de favoriser l'amélioration de la productivité des facteurs.

Les perspectives d'investissement, établies selon l'approche de la demande, font apparaître par ailleurs des configurations assez différenciées selon les branches d'activité. La branche de l'agriculture, dont une grande partie de la production alimente la demande finale de consommation, devrait attirer une part importante des investissements. Les scénarios envisagés dans ce travail de projection situent cette part autour de 26 % du total des capacités additionnelles à l'horizon 2005. Les investissements dans le secteur industriel se situent pour leur part à une position comparable avec une proportion globale atteignant 27 %. Cette proportion se répartirait à raison de 10 % pour les industries agro-alimentaires, de 7 % pour les industries du textile et de 4 % pour les industries métalliques, mécaniques, électriques et électroniques; le reste est affecté aux autres industries manufacturières.

En ce qui concerne le secteur des services, considéré dans sa globalité, sa part dans l'effort d'accumulation se révèle aussi importante que celles de l'agriculture et de l'industrie puisqu'elle atteint la proportion totale de 31 %. Cette proportion inclut les investissements dans la branche des transports et communications avec une part de 11% et les services marchands avec une part de 17 %.

Les perspectives des investissements telles qu'elles ressortent des scénarios d'évolution retenus devraient enfin impliquer des transformations importantes dans la structure du système productif. La part de la branche de l'agriculture dans la production nationale devrait se réduire à près de 14 % à l'horizon de la projection pour bénéficier aux activités des industries manufacturières et des services. Les contributions de ces deux grands secteurs de l'activité économique atteindraient respectivement les proportions de 33 % et de 23 % dans la production totale.

PROJECTION DE LA DEMANDE FINALE ET DE L'INVESTISSEMENT ANNUEL MOYEN à L'HORIZON 2005 (EN MDH, PRIX 1996)

	DEMANDE FINALE (1)			INVEST. ANNUEL MOY. SUR LA PERIODE 1996-2005		
	SÉNARIO 1	SÉNARIO 2	SÉNARIO 3	SÉNARIO 1	SÉNARIO 2	SÉNARIO 3
AGRICULTURE	27251	36405	48878	17056	22524	30432
MINES	1789	3148	5317	682	1040	1495
ENERGIE	6300	8332	11423	3411	4664	6392
IND. AGRO-ALIMENTAIRES	29686	37867	51754	6601	8467	11600
IND. TEXTILES	22086	28565	38979	4462	5776	7874
IMME	5441	8606	11595	2103	3161	4307
AUTRES INDUSTRIES	17643	23717	27324	4713	6249	7642
BTP	7841	17399	25724	2057	4340	6387
TANSPORTS ET COMM.	11314	15943	22885	6500	9012	12533
SERVICES MARCHANDS	27062	37210	54616	10195	13965	19946
ENSEMBLE DES BRANCHES	184259	250309	341253	63234	86284	117881

Source : Projections effectuées par le Centre Marocain de Conjoncture en 1996 et actualisées en 1998

(1) : Il s'agit de la demande finale adressée à la production locale.